

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 05/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **Orion Engineered Carbons**

Route départementale 21a  
BP 98 Les grands champs  
13130 BERRE L ETANG

Références : D-1437-AIX-2022

Code AIOT : 0006401011 (à rappeler dans toute correspondance)

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2022 dans l'établissement Orion Engineered Carbons implanté Route Départementale 21F BP 98 Les Grands Champs 13130 BERRE L ETANG. L'inspection a été annoncée le 17/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 30/03/2022 a eu lieu au titre de l'action nationale de contrôle des Equipements Sous Pression (ESP) - Respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 relatif au suivi des équipements sous pression et des récipients à pressions simples.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Orion Engineered Carbons
- Route Départementale 21F BP 98 Les Grands Champs 13130 BERRE L ETANG
- Code AIOT : 0006401011
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso.

La société ORION ENGINEERED CARBONS exploite une installation de fabrication de noir de carbone.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Les équipements sous pression (ESP)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	1 : Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	4 : Respect des requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18-I	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	8 : Visite terrain (marquage)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	2 : Respect des inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I	/	Sans objet
3	3 : Contenu de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017	/	Sans objet
6	6 : Déclaration de Mise en Service (DMS)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 9	/	Sans objet
7	7 : Contrôle de Mise en Service (CMS)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10	/	Sans objet
9	9 : Visite terrain (supportage)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	/	Sans objet
10	10 : Visite terrain (revêtement)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	/	Sans objet
12	12 : Visite terrain (présence accessoire de sécurité)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3-I	/	Sans objet
13	Point 13 : Visite terrain (état accessoire de sécurité)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3-V	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté 2 non-conformités à l'article L.557-28 du Code de l'Environnement et de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017. Elle propose à Monsieur le Préfet du département des Bouches-du-Rhône un arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant compte tenu des 2 prescriptions enfreintes. Ces non-conformités sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et plus particulièrement à la protection de l'environnement.

De plus, l'exploitant devra trouver les plaques de baptême des ESP.

Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement en particulier : la suspension du fonctionnement des installations, de l'utilisation des objets et des dispositifs jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et de prendre les mesures conservatoires nécessaires.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1 : Liste des ESP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu de la liste des ESP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté du 20/11/17, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas de liste des ESP présents sur le site.
<b>Observations :</b> Après une visite du site, il a été constaté, à minima : <ul style="list-style-type: none"><li>• un circuit d'air de pression nominal de 3b comprenant 2 compresseurs et d'un ballon,</li><li>• un circuit d'azote de pression nominal de 7b comprenant 3 compresseurs, 1 ballon ainsi que de 4 sécheurs,</li><li>• une arrivée de gaz naturel (méthane) sous une pression de 10b et circuit associé,</li><li>• divers circuits à des pressions &lt; 1b.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : 2 : Respect des inspections périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Respect de l'échéance d'inspection périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.  La période maximale est fixée au maximum à : - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.  Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois. Pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté 5 rapports d'Inspections Périodiques (IP) pour les 5 installations suivantes : les 4 sècheurs et le ballon du circuit de pression nominal de 7b. Ces rapports datent du 01/10/2019. La périodicité retenue par l'exploitant entre 2 IP est de 48 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Examen du compte-rendu d'inspection périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'inspection périodique comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. une vérification extérieure ;</li> <li>2. une vérification intérieure dans le cas : <ul style="list-style-type: none"> <li>- des générateurs de vapeur ;</li> <li>- des récipients sauf si la précédente vérification intérieure a eu lieu moins de deux ans auparavant et qu'il ne s'agit pas d'une inspection périodique associée à la requalification périodique.</li> </ul> </li> </ol> <p>D'autres dispenses de vérification intérieure pour des équipements maintenus sous atmosphère de butane ou propane commercial ou d'autres gaz sont possibles dans le respect des dispositions de l'annexe 1 ou des décisions qui y sont référencées :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>3. une vérification des accessoires de sécurité</li> <li>4. des investigations complémentaires, autant que de besoin.</li> </ol> <p>Pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, l'inspection périodique inclut également la vérification :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'état et du fonctionnement des dispositifs de sécurité mentionnés au III de l'article 3</li> <li>- de l'habilitation par l'exploitant du personnel qui y est affecté.</li> </ul> <p>Pour les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, l'inspection périodique inclut également la vérification :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'état et du fonctionnement des dispositifs de régulation mentionnés au II de l'article 3 ;</li> <li>- de l'organisation de la surveillance retenue et sa mise en œuvre ;</li> <li>- de l'habilitation par l'exploitant du personnel qui y est affecté.</li> </ul> <p>Elle porte sur toutes les parties visibles après mise à nu et démontage de tous les éléments amovibles. Cependant, pour les équipements sous pression revêtus intérieurement et/ou extérieurement ou munis d'un garnissage intérieur, un guide approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle, précise les modalités de réalisation d'une inspection périodique.</p>
<b>Constats :</b> Les 2 rapports consultés comportent l'ensemble des points prévus ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : 4 : Respect des requalifications périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Respect de l'échéance d'inspection périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li> <li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li> <li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li> <li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li> <li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li> <li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li> </ul> <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas pu présenter lors de la visite les rapports de requalification périodiques (RP) des ESP retenus pour la visite.</p> <p>Pour l'ESP n°1, sa date de fabrication est de 1987. Cet équipement aurait dû faire l'objet d'une RP en 1997, 2007 et en 2017.</p> <p>Pour l'ESP n°2, sa date de fabrication est de 2010. Cet équipement aurait dû faire l'objet d'une RP en 2020.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 6 : 6 : Déclaration de Mise en Service (DMS)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Existence de la DMS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  La déclaration de mise en service est effectuée par l'exploitant par l'intermédiaire du téléservice : <a href="https://lune.application.developpement-durable.gouv.fr">https://lune.application.developpement-durable.gouv.fr</a>.</p> <p>Sont soumis à la déclaration et au contrôle de mise en service :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les récipients sous pression de gaz dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar et dont le produit pression maximale admissible par le volume est supérieur à 10 000 bar.l ;</li> <li>2. Les tuyauteries dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar appartenant à une des catégories suivantes : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Tuyauteries de gaz du groupe 1 dont la dimension nominale est supérieure à DN 350 ou dont le produit PS.DN est supérieur à 3 500 bar, à l'exception de celles dont la dimension nominale est au plus égale à DN 100 ;</li> <li>b) Tuyauteries de gaz de groupe 2 dont la dimension nominale est supérieure à DN 250, à l'exception de celles dont le produit PS.DN est au plus égal à 5 000 bar ;</li> </ol> </li> <li>3. Les générateurs de vapeur appartenant au moins à une des catégories suivantes : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Générateurs de vapeur dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 32 bar ;</li> <li>b) Générateurs de vapeur dont le volume est supérieur à 2 400 l ;</li> <li>c) Générateurs de vapeur dont le produit PS.V excède 6 000 bar ;</li> </ol> </li> <li>4. Les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide fixes.</li> </ol> <p><b>Constats :</b> Pour les récipients :  Concernant l'ESP n°1, le calcul de "pression*volume" donne une valeur de 31 500 bars litres, soit &gt; 10 000 bars litres fixé par l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017. Toutefois, cet équipement a été fabriqué avant la Directive 97/23/CE, la DMS n'est pas obligatoire.  Concernant l'ESP n°2, le calcul de "pression*volume" donne une valeur de 1 674 bars litres, soit &lt; 10 000 bars litres fixé par l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017. Cet équipement n'est pas soumis à une DMS.  Pour les tuyauteries, en fonction du gaz circulant dans les tuyaux et du diamètre, elles peuvent être soumises à DMS. Ce point pourra être vérifié avec la liste des ESP.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 7 : 7 : Contrôle de Mise en Service (CMS)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Existence du CMS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le contrôle de mise en service est requis avant :  - la première mise en service de l'équipement ou après une évaluation de conformité liée à une intervention importante définie à l'article 27 du présent arrêté ;  - la remise en service en cas de nouvelle installation en dehors de l'établissement dans lequel l'équipement était précédemment utilisé.</p> <p><b>Constats :</b> Pour les récipients, ils ne sont pas soumis à une DMS, ils ne sont donc pas soumis à une CMS.  Pour les tuyauteries, les tuyaux qui seront soumis à DMS, seront soumis à CMS.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>



N° 8 : 8 : Visite terrain (marquage)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des marquages (identité et marque de requalification périodique)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué. Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.
<b>Constats :</b> Les plaques de baptême des ESP n°1 et n°2 n'ont pas été trouvées. Le marquage n'a pas pu être vérifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 9 : 9 : Visite terrain (supportage)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des supportages de l'équipement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué. Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.
<b>Constats :</b> Les supports des ESP n°1 et n°2 semblent être en bon état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 10 : 10 : Visite terrain (revêtement)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des revêtements (calorifuge, frigorifuge, ...)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué. Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.
<b>Constats :</b> L'ESP n°1 a un revêtement. Lors de la visite d'inspection, le revêtement semble en bon état. L'ESP n°2 n'a pas de revêtement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 12 : 12 : Visite terrain (présence accessoire de sécurité)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence de ou des accessoire(s) de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.
<b>Constats :</b> Il y a 1 seule soupape (fabricant : PADAVANI VALERIO, n° de fabrication : 2322090, Valeur de réglage : 10b) pour l'ensemble du circuit de pression nominal de 7b. Pour le circuit de 3b, il y a des disques de ruptures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 13 : Point 13 : Visite terrain (état accessoire de sécurité)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3-V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installation accessoire(s) de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en oeuvre dans les équipements qu'ils protègent. La technologie retenue pour ces accessoires ainsi que leur position sur les installations sont compatibles avec les produits contenus dans les équipements qu'ils protègent. Ils ne doivent pas en particulier pouvoir être endommagés par des produits toxiques, corrosifs ou inflammables. Les mesures nécessaires sont prises pour que l'échappement du fluide éventuellement occasionné par leur fonctionnement ne présente pas de danger. Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.
<b>Constats :</b> Il y a bien la présence d'une soupape. En revanche, il a été impossible de vérifier le marquage et de vérifier la concordance des pressions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet